

Aff N°: A534466059.1

N° chrono: 4

Date: 13/01/23

## **PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

### **CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS ST COME D OLT (12)**

**MAITRE D'OUVRAGE**  
FONDATION OPTEO

9 AVENUE ST MAYME  
12850 ONET LE CHATEAU

**Architecte**

HBM ARCHITECTES  
37 rue beteille  
12000 RODEZ  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - RODEZ  
JURADO JEAN CHRISTOPHE  
22 BOULEVARD DU 122EME RI  
12000 RODEZ

**PHASE DE REALISATION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - RODEZ  
JURADO JEAN CHRISTOPHE  
22 BOULEVARD DU 122EME RI  
12000 RODEZ

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	13/01/23	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'encoffrement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	21
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	21
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>23</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	23
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	26
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	28
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	32
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	32
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	35
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	37
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>45</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	45
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>46</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	46
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>49</b>

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	49
<b>7. ANNEXES</b>	<b>50</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	50
7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	54
7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	54
7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	54
7.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	54

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME D OLT (12)

**Descriptif de l'opération :**

- **CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS de St COME D'OLT 12500**

**Calendrier :**

Date début des travaux : 1ER SEMESTRE 2023

Durée totale des travaux : 4 MOIS

**Planning - Phasage de l'opération :**

INTERVENTIONS SUIVANT PLANNING ET PHASAGE DU MOE

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible : 6

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux
- Déclaration de travaux (DT) à faire.

SITE SENSIBLE ETABLISSEMENT EN ACTIVITE :

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)
- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

SITE SENSIBLE ETABLISSEMENT EN ACTIVITE :

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
36	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b><u>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</u></b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

### 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
11	<p><b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b></p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	GROS OEUVRE	Maître d'ouvrage	Ph. préparation



**CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME  
D OLT (12)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: A534466059.1

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 4

Date: 13/01/23

Page: 10 / 54

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**Organisation générale**



**Plan d'installation de chantier :**

Un plan de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.

Préciser sur un plan d'installation de chantier :

- Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier
- Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.
- L'emplacement des clôtures de chantier.
- Les accès au chantier.
- Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.
- Les sens de circulation.
- Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.
- Les zones de manœuvre des véhicules et engins
- Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.
- Les zones interdites à la circulation et au stationnement.
- La ou les zones d'implantation de grue(s).
- Les zones de mise à poste de grues automotrices.
- Les zones interdites au survol de charges.
- Les zones de stockage par type de matériaux.
- Les zones réservées aux magasins et ateliers.
- Les zones de préfabrication.
- Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).
- Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.
- Le tracé et les points de raccordements aux réseaux EU, EV, EP de la base vie et des installations communes.
- La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.
- La position des moyens de secours contre l'incendie.
- La position du panneau de chantier.

En compléments :

- les déplacements de bungalows, suivant phasage.
- les aires réservées aux bennes de chantier nécessaires à l'évacuation des gravois, en tri sélectif, pour tous les corps d'état.
- toute sujétion et matériels spécifique indispensable à la réalisation de la prestation.

Planter de préférence les installations fixes dans les zones des futurs espaces verts et prioritairement les équipements devant être raccordés aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.

Eviter l'implantation des locaux de personnels et des voies de circulation piétonne de chantier sous les zones couvertes par



**CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME  
D OLT (12)**

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**COORDINATION SPS**

Aff. n°: A534466059.1

N°chrono: 4

Date: 13/01/23

Page: 11 / 54

les engins de levage.



**CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME  
D OLT (12)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: A534466059.1

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 4

Date: 13/01/23

Page: 12 / 54

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**Plan d'installation de chantier :**

Un plan de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.

Préciser sur un plan d'installation de chantier :

- Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier
- Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.
- L'emplacement des clôtures de chantier.
- Les accès au chantier.
- Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.
- Les sens de circulation.
- Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.
- Les zones de manœuvre des véhicules et engins
- Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.
- Les zones interdites à la circulation et au stationnement.
- La ou les zones d'implantation de grue(s).
- Les zones de mise à poste de grues automotrices.
- Les zones interdites au survol de charges.
- Les zones de stockage par type de matériaux.
- Les zones réservées aux magasins et ateliers.
- Les zones de préfabrication.
- Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).
- Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.
- Le tracé et les points de raccordements aux réseaux EU, EV, EP de la base vie et des installations communes.
- La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.
- La position des moyens de secours contre l'incendie.
- La position du panneau de chantier.

En compléments :

- les déplacements de bungalows, suivant phasage.
- les aires réservées aux bennes de chantier nécessaires à l'évacuation des gravois, en tri sélectif, pour tous les corps d'état.
- toute sujétion et matériels spécifique indispensable à la réalisation de la prestation.

Planter de préférence les installations fixes dans les zones des futurs espaces verts et prioritairement les équipements devant être raccordés aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.

Eviter l'implantation des locaux de personnels et des voies de circulation piétonne de chantier sous les zones couvertes par



**CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME  
D OLT (12)**

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**COORDINATION SPS**

Aff. n°: A534466059.1

N°chrono: 4

Date: 13/01/23

Page: 12 / 54

les engins de levage.



**CREATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS SITE DE LA MAS - ST COME  
D OLT (12)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: A534466059.1

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 4

Date: 13/01/23

Page: 13 / 54

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**Plan d'installation de chantier :**

Un plan de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.

Préciser sur un plan d'installation de chantier :

- Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier
- Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.
- L'emplacement des clôtures de chantier.
- Les accès au chantier.
- Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.
- Les sens de circulation.
- Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.
- Les zones de manœuvre des véhicules et engins
- Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.
- Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.
- Les zones interdites à la circulation et au stationnement.
- La ou les zones d'implantation de grue(s).
- Les zones de mise à poste de grues automotrices.
- Les zones interdites au survol de charges.
- Les zones de stockage par type de matériaux.
- Les zones réservées aux magasins et ateliers.
- Les zones de préfabrication.
- Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).
- Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.
- Le tracé et les points de raccordements aux réseaux EU, EV, EP de la base vie et des installations communes.
- La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.
- La position des moyens de secours contre l'incendie.
- La position du panneau de chantier.

En compléments :

- les déplacements de bungalows, suivant phasage.
- les aires réservées aux bennes de chantier nécessaires à l'évacuation des gravois, en tri sélectif, pour tous les corps d'état.
- toute sujétion et matériels spécifique indispensable à la réalisation de la prestation.

Planter de préférence les installations fixes dans les zones des futurs espaces verts et prioritairement les équipements devant être raccordés aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.

Eviter l'implantation des locaux de personnels et des voies de circulation piétonne de chantier sous les zones couvertes par

	les engins de levage.			
30	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
34	<b>Caractéristiques générales</b>  <b>Clôtures de chantier :</b> Suivre les prescriptions du Maître d'oeuvre et du Maître d'ouvrage au regard des risques exportés aux tiers.  Rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des risques avoisinants tels que trafic, établissement en activité, etc.  Les Clôtures seront constituées d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week-end...), d'éclisses de liaisonnement. Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier.  Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc.).  Prévoir l'installation des panneaux réglementaires, Panneau de chantier, copie de la Déclaration Préalable, affichage CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC, PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture. Installer une signalisation lumineuse afin de baliser la clôture de chantier durant la nuit en cas de risques liés au trafic avoisinant (assurer l'entretien de ce balisage lumineux).	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b> Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

52	<b>Branchements provisoires</b>  <b>Branchements et raccordement de chantier - mesures générales :</b> <p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p> <p>Les traversées de réseaux sur voies circulées seront protégées des risques de détérioration (écrasement, arrachement, etc.).</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
69	<b>Installation électrique - mesures générales :</b> <p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'œuvre. Cette installation conforme aux prescriptions du Décret du 14 novembre 1998 et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé. Une copie du procès-verbal de réception est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.  Chantiers de catégorie 1 et 2 : La personne qui effectue les vérifications, avant leur mise en service, est employée par un organisme qui apporte la preuve de sa compétence au moyen d'une attestation d'accréditation délivrée par le Comité français d'accréditation (COFRAC).</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,</li> <li>- le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques).</li> <li>- les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux déficiences constatées dans les rapports précités</li> </ul>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier

73	<p><b>Eau pour le chantier (branchement à charge du lot gros œuvre) :</b> Réaliser un réseau d'alimentation en eau de l'ouvrage, dimensionné de manière à permettre une alimentation suffisante des installations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues. Le réseau d'eau potable alimentera les locaux destinés aux salariés situés dans le cantonnement. Prévoir la mise hors gel du dispositif pendant les périodes hivernales (robinet d'arrêt et de purge).</p> <p>A partir des points de raccordement laissés en attente mettre en place un point de puisage avec robinet à nez fileté et un réceptacle.</p>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier
83	<p><b>Eaux usées :</b> Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage, dimensionné de manière à permettre une évacuation suffisante des installations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues.</p> <p>En cas d'absence de réseau EU, sur le site, et afin de permettre le traitement des rejets des sanitaires, une installation autonome sera installée pendant la durée du chantier. Cette installation autonome sera conforme à la réglementation en vigueur. Dès la mise à disposition du réseau EU, les sanitaires seront raccordés sur le réseau EU et les installations autonomes provisoires seront déposées et évacuées.</p>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier
88	<p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'œuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Un départ (s) pour l'installation électrique nécessaire aux engins de levage fixes.</li> <li>4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur ; l'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</li> <li>6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> </ol>	Toutes entrep.	Entrep. concernée	Avt arriv. Ent

15	<b>Aires de chantier</b>  <b>Aires de stockage sur chantier :</b> L'entreprise déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux qui seront utilisées par l'ensemble des entreprises intervenantes. Ces zones seront distinctes des cantonnements et des zones de circulation, et seront situées de tel sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.  Elles figureront systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives en fonction de l'avancement du chantier.  Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées matériellement (barrières, palissades) et maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier. Elles seront réalisées en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairée(s) pour l'implantation des magasins et le stockage des matériaux.  Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.	GROS OEUVRE Tous interv. Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée chantier
32	<b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b>  <b>Voies d'accès - voies piétonnes de chantier, et voies de circulation des véhicules et engins de chantier :</b> Permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur seront destinés et aux ouvrages. Permettre aux véhicules et engins de livraison d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement. Séparer physiquement les voies piétonnes des véhicules et engins de chantier.  Les voies de circulation intérieures au chantier seront conçues et réalisées pour accepter tout type de trafic et être constamment praticables quelques soient la saison et les conditions météorologiques. Elles seront drainées et éclairées si nécessaires (minimum de 10 lux).	GROS OEUVRE Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Durée chantier
18	<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b> Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.	Entrep. concernée GROS OEUVRE	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Durée chantier

55	<b>Branchements</b>  <b>Electricité intérieure de chantier – caractéristiques :</b> L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.  Aucun point ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.  Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles n'encombreront pas les circulations.  Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.  Tenir sur chantier une copie des rapports des vérifications des armoires électriques primaires et secondaires. - Contrôles réglementaires, initial et périodiques (décret du 14-11-1988 Art 53), - Surveillance, maintenance de l'installation (décret du 14-11-1988 Art 45 et 47).  <i>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</i>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier
70	<b>Utilisation des installations électriques de chantier par les entreprises :</b> Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.  Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (normes en vigueur) avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier.  Il est interdit d'intervenir sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela.  En cas de panne, d'anomalie, de défectuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seuls habilités à intervenir.  L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou défectuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance.	Tous interv. Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

80	<p><b>Eclairage des postes de travail :</b> L'éclairage et le niveau d'éclairement du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml. Les enrôleurs de la catégorie B NFC 61.720. Les prises avec protection IP 447. Les baladeuses de la catégorie BFC 71.008. Les phares halogènes norme NF avec grille de protection.</p>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier
37	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier
3	<p><b>Montage, démontage des installations du cantonnement</b></p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier,</li> <li>- prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement,</li> <li>- différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...),</li> <li>- prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée.</li> </ul>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Ph. préparation
59	<p><b>Cantonnements - Détails :</b></p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p>1 local réfectoire 1 alimentation en eau potable 1 Sanitaire 1 Salle de réunion</p> <p>La salle de réunion sera de grandeur suffisante afin de recevoir toutes les personnes assistant aux réunions de chantier (tables et chaises en nombre suffisant). Ce local doit être suffisamment éclairé, ventilé et chauffé Dans ce local doit être installé : un téléphone d'urgence.</p>	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
9	<p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p>	GROS OEUVRE	Tous interv.	Durée chantier
8	<p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p>	GROS OEUVRE	Entrep. concernée	Durée chantier

12	<u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.	GROS OEUVRE	Tous interv.	Durée chantier
50	<b>Installations communes d'hygiène</b> Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
53	<u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	GROS OEUVRE	Entrep. concernée GROS OEUVRE	Durée chantier
44	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> <b>Nettoyage des zones d'intervention</b>  <b>Règles générales de nettoyage du chantier applicables à toutes les entreprises :</b> Il est rappelé que chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'évacuer l'ensemble de ses déchets par tout moyens adaptés.  Les circulations doivent être maintenues propre afin d'éviter les risques de chute de plain pied, permettre l'installation d'équipements (échafaudage...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

67

**Organisation du tri des déchets, gestion des bennes et évacuation :**

Les déchets seront classés par catégories, conformément à la réglementation en vigueur :

- Déchets inertes (DI), à évacuer en décharge de classe III : gravats, terres et matériaux de terrassement, briques, tuiles, céramique, laine minérale, etc.
- Déchets industriels banals (DIB), à évacuer en décharge de classe II : bois non traité, plastique, polystyrène, verre et matériaux contenant du plomb, etc.
- Déchets industriels spéciaux (DIS), à évacuer en décharge de classe I : huiles, accumulateur au plomb, bois traités, matériaux d'isolation amiantés, pots de peinture solvantée, produits étiquetés F, F+, T, Xn, etc.

Se trouvent à proximité des bennes :

- les logos de repérages des bennes,
- les panneaux explicatifs des principes de tri, et la gestion des bordereaux de suivi des bennes.

Ces bennes seront placées sur une ou plusieurs plateformes étanches, dont l'emplacement pourra évoluer selon l'avancement des travaux. Chacune des grues présentes sur le chantier devra pouvoir desservir au moins l'une de ces plateformes. Leur accès depuis les parties des bâtiments en construction sera facilité par des cheminements en dur permettant la circulation de containers ou de brouettes. Le traitement de tous les déchets sera réalisé par un centre de stockage agréé.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre devra également contrôler la bonne exécution du tri et procéder à l'enlèvement des bennes jusqu'aux décharges appropriées (faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement ; durant les opérations de changement de benne, interdire l'accès à la zone).

En complément :

- Chaque corps d'état doit l'amenée et l'enlèvement de tous ses déchets, emballages, gravois situés dans l'emprise du chantier, vers l'aire de stockage et de tri sélectif.
- Les bennes à gravois devront être munies de bâches ou de filets pour éviter tout envol de poussière ou de matériaux légers sous l'action du vent.
- Les entreprises devront strictement interdire de jeter les gravois directement au sol ou dans les bennes à partir des ouvertures en façades.
- Aucun feu ne sera accepté sur le chantier.

Entrep. concernée  
GROS OEUVRE

Toutes entrep.

Durée chantier

79

**Nettoyage de chantier – mesures de sauvegarde :**

L'évacuation des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc. se fera impérativement dans le cadre des horaires normaux et effectuée régulièrement et en tout état de cause quotidiennement puisque chaque entreprise réalise l'évacuation de ses gravois de sa zone d'intervention vers l'ensemble de bennes mis à disposition.

Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la Maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'Entrepreneur concerné.

Entrep. concernée


Toutes entrep.

Durée chantier

## 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
24	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
49	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b> Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service. <b>D.I.C.T.</b>	Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
29	<b>Repérage préalable des réseaux enterrés et aériens :</b> Le Maître d'ouvrage : Etablir une Déclaration de Travaux (DT) et l'envoyer aux exploitants de réseaux à proximité de la zone des travaux en utilisant le télé-service : <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a> . Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses de ces exploitants de réseaux pour prise en compte dans les marchés de travaux.  L'entreprise : Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a> , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé-service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	

## 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
40 	<p><b>RISQUE BIOLOGIQUE</b></p> <p><b>COVID - 19</b></p> <p>Les évènements liés à la pandémie de Covid-19 ont amené le Gouvernement à prendre des mesures d'hygiène afin de limiter l'expansion du virus.</p> <p>L'OPPBTP a édité et tient à jour un <b>guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de Coronavirus COVID-19 validé par le ministère.</b></p> <p>Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une <b>condition incontournable</b> des activités du BTP.</p> <p>Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée de la crise sanitaire

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
27	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
14	<p><b>Conditions de circulation</b></p> <p><b>Séparation des flux piétons et des flux d'engins :</b> Les zones de circulation réservées à la circulation piétonne seront différenciées de celles réservées aux véhicules (séparateurs plastiques lestés) et balisées. Les circulations seront éclairées.</p> <p>Toutes entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter le sens des circulations lors des approvisionnements de chantier.</li> <li>- Stationner les véhicules personnels sur les aires prévues à cet effet.</li> <li>- Respecter les voies piétonnes de chantier.</li> <li>- Toute manœuvre de véhicule devra se faire avec une personne (homme de trafic) pour assurer la sécurité du personnel de chantier.</li> </ul>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
57	<p><b>Entretien des circulations :</b> Les zones de circulation devront être maintenues dégagées de tout matériaux et matériel.</p> <p>Tout entrepreneur devra à tout moment baliser et protéger ses stockages (respecter les zones prévues au plan d'installation de chantier).</p> <p>Les livraisons devront respecter les zones de déchargement des camions indiquées dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>En cas d'utilisation d'engins susceptibles de causer des dégradations aux voiries et/ou plateformes provisoires, prévoir les moyens propres à la préservation ou à la restitution des sols dans leur état initial.</p> <p>Toute entreprise qui utilisera des engins lourds, tel que grue automotrice, Manitou, etc., sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou des planchers d'ouvrages communiquera, pour accord préalable du Maître d'œuvre, les caractéristiques et les poids des engins avant intervention.</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

71	<p><b>Assurer la sécurité des personnes et des biens aux abords du chantier – travaux sur ou en bordure de route :</b></p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de la circulation automobile ou de zones fréquentées par des piétons doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité des travailleurs.</p> <p>Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions du code de la route, au règlement de voirie applicable au lieu du chantier, aux dispositions réglementaires applicables à la signalisation routière, aux dispositions du code du travail.</p> <p>Elles devront être soumises aux services gestionnaires de la voirie et conformes à leurs demandes.</p> <p>Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un boudier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.</p> <p>Assurer un balisage efficace de jour, de nuit et les jours fériés, éventuellement clôture de chantier, GBA, gabarits ou portiques de protection.</p> <p>Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront protégées et marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.</p> <p>Les engins opérants sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Installations lumineuses en cas de brouillard, et dès que nécessaire.</p> <p>Désignation de personnel d'astreinte susceptible d'intervenir en cas d'incident en dehors des heures ouvrées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	<p><b>Eviter les situations de risques créées par les véhicules et engins appelés à circuler, travailler ou procéder à des manœuvres en certains points particuliers du chantier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution et maintenance des accès (après la réalisation de fouilles ou tranchées notamment).</li> <li>- Signalisation interne au chantier (fléchage, panneaux, etc.).</li> <li>- Guidage des camions à proximité immédiate des fouilles lors de l'enlèvement des déblais ou de l'approche des matériels ou matériaux de remblai.</li> <li>- Assurer la stabilité pour le stockage vertical des blindages préfabriqués de tranchées.</li> </ul>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

87	<p><b>Réseaux enterrés – protection mécanique :</b> Privilégier les itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins évitant les réseaux.</p> <p>Les ouvrages seront protégés mécaniquement contre les heurts de véhicules ou engins de chantier, et pour résister à la force portante des véhicules ou engins de chantier. Les protections installées devront rester en place jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>Matérialisation au sol du tracé prévu et des obstacles rencontrés (souches, câbles, conduites de gaz, etc.) compte tenu des documents transmis par les concessionnaires et des repérages effectués aux moyens de détecteurs appropriés.</p> <p>Canalisations électriques enterrées : La surveillance est obligatoire lorsqu'un engin mécanique s'approche à moins de 1.50m d'une canalisation électrique.</p> <p>Canalisation de gaz : La surveillance est obligatoire lorsqu'un engin mécanique s'approche à moins de 2m d'une canalisation de gaz basse ou moyenne pression.</p>	Entrep. concernée	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
41	<p><b>CIRCULATION DES PIETONS</b></p> <p>Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.</p>	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
48	<p><b>Itinéraires</b></p> <p><b>Circulations piétonnes de chantier sur l'ouvrage :</b> Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- devant chaque entrée de bâtiment les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés, port du casque et du gilet rétro-réfléchissant obligatoire.</li> <li>- les panneaux de rappel de tri sélectif des gravats et de nettoyage du chantier.</li> <li>- les accès et identification de chaque zone ou bâtiment.</li> <li>- les repérages des niveaux dans chaque bâtiment.</li> <li>- dans chaque zone de travaux à risque particulier les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés (terrasses, verrière, etc.).</li> </ul> <p>Des protections seront mises en place au niveau des dallages, planchers, regards, caniveaux trémies et réservations diverses.</p> <p>Mettre en place des passerelles munies de garde corps pour le franchissement des tranchées et les accès avec dénivelé.</p>	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier

68	<p><b>Entretien des accès provisoires :</b> Les accès provisoires (escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages,...), qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent restés libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc. afin de limiter les risques d'accidents de plain pied et les chutes de hauteur.</p> <p>Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc. seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation.</p> <p>Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
17	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
2	<b>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</b> <b>Engins, appareils et accessoires de levage – mesures générales :</b> <p>Equipements concernés : Tous engins de chantier, les grues sur véhicule porteur, les chariots élévateurs à conducteur porté, les appareils mus à bras (palans, tire-fort, crics, vérins), les engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage, les nacelles élévatrices mues par une autre énergie que la force humaine, les monte-matériaux (treuils, transpalettes, palans avec point d'ancrage adaptés, etc.).</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes (exemple : ligne aérienne, ligne de raccordement de l'installations de chantier...).</p> <p>Un repérage des réseaux en sous sol et zones fragiles sera préalablement établi. Des mesures compensatoires seront définies en conséquence.</p> <p>Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des équipements de travail eux-mêmes.</p> <p>Les appareils, accessoires de manutention doivent être conformes à la réglementation et aux normes.</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

58	<p><b>Nature et tenue du sol :</b> Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...).</p> <p>Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.</p> <p>N'utiliser les chariots élévateurs pouvant entraîner des dégradations du sol qu'en cas de nécessité (dans le cas d'engins 4x4 acceptant ce type de sol), les dégradations du sol devront être reprises au fur et à mesure.</p> <p>Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définis dans les notices.</p>	Toutes entrep.	Entrepr. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
----	---	----------------	--------------------------------------	----------------

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
1	<p><b>APPROVISIONNEMENTS</b></p> <p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>- Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>- Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Durée chantier

39	<b>Livraisons - Approvisionnements</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>Approvisionnements de chantier – mesures d'ordres générales :</b> Afin de limiter les risques de Troubles Musculo-Squelettiques (T.M.S.), des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier. Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus.</p> <p>Si le recours à la manutention manuelle de charges est inévitable, il est procédé avec l'aide du médecin du travail, à une évaluation préalable des risques, et à une organisation des postes de travail. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Les modes d'approvisionnements des matériels et matériaux seront obligatoirement définis par les entreprises dans leur mode opératoire. Ils seront en adéquation avec les mesures prises au présent PGC.</p> <p>L'organisation des approvisionnements se fera en fonction de l'analyse des besoins (démarche logistique de chantier). Celle-ci permettra de déterminer les trajets du point de livraison aux postes de travail ou aux aires de stockage, la nature et les caractéristiques des charges.</p> <p>Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.</p>			
65	<p><b>Recettes :</b> Les recettes doivent être aménagées de telle sorte que les travailleurs préposés aux opérations de chargement et de déchargement ne soient pas obligés, pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
77	<p><b>Stockage sur chantier :</b> Le mode de stockage sur chantier sera fonction du volume produit et sera soumis pour avis au coordonnateur et défini dans le P.P.S.P.S. de chaque entreprise.</p> <p>Mettre en place un balisage délimitant chaque zone de stockage. Délimiter chaque zone de stockage en fonction de la nature des produits.</p> <p>L'entreprise s'assurera auprès d'un BET structures que les surcharges induites par les approvisionnements (ou les montages) sur les planchers peuvent être supportées par les structures et devra répartir au maximum ces stockages temporaires.</p> <p>Assurer le calage efficace des éléments.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

35	<b>STOCKAGES</b> <p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

33

**Aménagement, matérialisation et signalisation des  
stockages de produits chimiques**
**Produits inflammables (solvants, colles, revêtements  
pelliculaires de sol, scellements spéciaux, enduits  
spéciaux, etc.) :**

Prendre les mesures techniques et définir les mesures d'organisation du travail appropriées pour assurer la protection des travailleurs contre les dangers découlant des propriétés chimiques et physico-chimiques des agents chimiques. Ces mesures portent, notamment, sur le stockage, la manutention et l'isolement des agents chimiques incompatibles.

Les équipements de travail mettant en œuvre des produits ou des matériaux dégagant des gaz, vapeurs, poussières ou autres déchets inflammables sont munis de dispositifs protecteurs permettant notamment d'éviter qu'une élévation de température d'un élément ou des étincelles d'origine électrique ou mécanique puissent entraîner un incendie ou une explosion.

Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en français (et/ou traduit le cas échéant).

Dans le cas de fractionnement de produits en petites quantités, vérifier l'étiquetage des récipients de stockage et informer les responsables d'équipes propriétaires de ces produits.

Fournir des équipements spécifiques pour la manipulation de ces produit : Gants, lunettes, masques, combinaisons, outillages spécifiques, moyens de lutte contre l'incendie, etc. Respecter les mesures prescrites dans la fiche de données de sécurité.

Les entreprises utilisatrices décriront de façon précise dans leur P.P.S.P.S. les mesures prises concernant l'utilisation et l'évacuation ainsi que les dispositifs mis en place pour protéger leur personnel et le personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier (Fiches Données Sécurité à joindre).

Interdire le stockage des produits dangereux en intérieur. Délimiter la zone de stockage où sont entreposé et manipulés les produits chimique (conditions de stockage, vérifications, aération, ventilation, mesures contre les pollutions accidentelles à préciser).

Le stockage des liquides inflammables doit être effectué, en fonction des quantités et du point éclair, conformément à la réglementation.

Les entreprises concernées en assureront la protection et la gestion vis à vis des autres intervenants.

Chaque entreprise reste responsable du stockage des résidus liés, issus ou produits par ses travaux. Elle sera tenue de définir, dans son PPSPS les moyens qu'elle compte utiliser à ce sujet.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises.

L'évacuation des emballages et déchets de ces matériaux seront à la charge exclusive des entreprises utilisatrices et devra être conforme aux réglementations spécifiques à ces produits.

Interdiction de brûler des déchets dans l'enceinte du chantier et de l'établissement.

Toutes entrep.

Toutes entrep.

Durée chantier

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
47	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b> Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
16	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b> De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

26

**Maintenance des protections collectives**
**Protections collectives – Mesures générales :**

La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité.

Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs suivants, qui permettent de satisfaire aux principes généraux de prévention :

De manière générale, tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.

Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en œuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation, etc.) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des personnes intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections. Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'ouvrage fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Le coût de l'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également mis à la charge de l'entreprise défaillante.

Toutes entrep.

Entrep. concernée  
Toutes entrep.

Durée chantier

64

**Gardes corps :**

La protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier.

L'implantation et le système de protections collectives retenu contre les risques de chute doit privilégier la possibilité de maintenir les éléments de protection provisoire lors de la pose des protections définitives.

La prévention des risques de chute de hauteur est assurée par des moyens de protections collectives, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés pour ce qui concerne les gardes corps à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :

- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
- Une main courante ;
- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur.

Exemples de localisation : rives de plancher, trémies (platelage), zone d'implantation technique en toiture, ouvertures en façade, palier, etc.

Privilégier les réservations PVC à insérer dans les têtes de murs de manière à permettre la mise en place de potelets enfichables supports de lisses.

Cette méthodologie devra notamment sécuriser toute zone partielle de plancher d'étage courant et sur lesquels les lots en incorporations seront susceptibles d'intervenir en même temps que le lot Gros œuvre.

Lorsque la mise en œuvre de garde-corps est impossible, des surfaces de recueil souples peuvent être installées de manière à éviter une chute de plus de 3 m.

Toutes entrep.

Entrep. concernée

Durée chantier

76

**Trémies :**

Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires.

Protections des trémies de petites et grandes dimensions, exemples :

- Mettre en place des platelages fixés au sol de résistance appropriée.
- Mettre en place des gardes corps provisoires en périphérie.
- Poser les gardes corps définitifs ou les équipements définitifs.

Protection provisoire des trémies d'ascenseur :

Protection toute hauteur pour les trémies d'ascenseur afin de protéger les personnels amenés à intervenir sous plafond avant l'ascensoriste (pose de l'éclairage de chantier, chemins de câble, etc.).

CHAUFFERIE BOIS  
ETANCHEITE  
ISOLATION  
GROS OEUVRE  
SERRURERIE  
METALLERIE

Entrep. concernée

Durée chantier

86	<p><b>Protections collectives définitives – planification en concertation avec Maîtrise d'œuvre :</b></p> <p>Les protections provisoires seront remplacées par les équipements définitifs (gardes corps, portes d'ascenseur, etc.) dès la mise hors d'eau hors d'air du bâtiment en concertation avec le Maître d'œuvre.</p> <p>La pose des protections définitives à l'avancement du chantier, lorsqu'elle est techniquement possible, est une priorité sur le maintien des protections collectives provisoires. La pose de ces équipements définitifs est à planifier en concertation avec le Maître d'œuvre.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
91	<p><b>Protections collectives provisoires en toitures (Couverture/Etanchéité) :</b></p> <p>Prévoir l'installation de protections collectives en rives de toiture en leur donnant la priorité sur les protections individuelles. Port des EPI contre les risques de chute de hauteur en cas d'impossibilité.</p> <p>Prévoir l'installation de filets de sécurité en sous face installés par une entreprise qualifiée avec Procès Verbal de réception. Maintenir cette protection (ou équivalent) jusqu'à sécurisation définitive des ouvertures en toiture (ouvertures zénithales, désenfumage, réservations pour réseaux, etc.).</p> <p>Installer des protections périphériques contre les chutes qui répondent au Code du Travail et Normes en vigueur (telle que NF P 93 355) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une lisse haute située au moins à 1 m du plan de travail pour toutes les phases de travail.</li> <li>- Une protection intermédiaire constituée d'un filet.</li> <li>- Généralement la plinthe constituée par la forme du support (acrotère, costière, etc.), dans les autres cas la protection intermédiaire est complétée par une plinthe de butée 10 cm à 15 cm.</li> <li>- Un ensemble de potelets et leurs supports permettant de recevoir la lisse haute et la protection intermédiaire en filet de 1 m de hauteur minimum et éventuellement la plinthe.</li> </ul> <p><b>La protection collective sera conservée pour toutes les interventions en toiture des autres corps d'état.</b></p>	CHAUFFERIE BOIS ETANCHEITE ISOLATION GROS OEUVRE SERRURERIE METALLERIE	Entrep. concernée	Durée chantier
92	<p><b>Utilisation par les lots techniques des protections collectives installées en toiture :</b></p> <p>Les lots techniques devant intervenir dans le cadre de la mise en place d'équipements en toiture (CTA, souches de VMC, antennes, cheminées, capteurs, etc.) devront planifier, en concertation avec l'entreprise de couverture/étanchéité, leurs interventions durant la présence des sécurités de bas de pente ou rives de toitures terrasses.</p>	ETANCHEITE ISOLATION SERRURERIE METALLERIE	Entrep. concernée	Durée chantier

### 3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
5	<p><b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b></p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de mise à disposition</li> <li>- les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>- les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>- les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>- tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc.....</li> </ul> <p><b>Mise à disposition de matériels</b></p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
43	<p><b>Le prêt et l'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises permet souvent de limiter les risques d'accident. Cette pratique doit être organisée selon les principes indiqués ci-dessous :</b></p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition. Ce document, conservé sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de mise à disposition.</li> <li>- la durée du prêt.</li> <li>- les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter.</li> <li>- les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt.</li> <li>- les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir.</li> <li>- tout documents utiles à la mise en œuvre de l'équipement de travail tels que, notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc.</li> </ul>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

66	<p><b>Conditions d'utilisation par les autres corps d'état de la (ou des) grue(s) du chantier :</b> Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils devront être en bon état (décret du 29 mars 1979) et rester sous sa responsabilité.</p> <p>Elle sera conduite par du personnel qualifié de l'entreprise installatrice.</p> <p>L'entreprise sera obligatoirement assurée pour ces prestations de service par extension de sa police d'assurance habituelle.</p> <p>L'entreprise définira dans son offre ou au plus tard au démarrage des travaux le coût d'utilisation de sa grue par les autres entreprises qui devront en supporter la charge financière.</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
78	<p><b>Prêt de matériel – condition d'utilisation par plusieurs entreprises d'un même échafaudage :</b> Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès verbal est établi lors d'une visite commune durant laquelle il est vérifié que l'échafaudage est conforme au cahier des charges et adapté aux besoins de l'entreprise utilisatrice. Le cas échéant, il indique les modifications nécessaires à sa prestation.</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
25	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

38

**Travaux par point chaud**
**Travaux par points chauds – consignes particulières :**

Les entreprises et leur personnel doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare.

Respecter notamment les mesures suivantes :

Avant les travaux :

- Repérer les moyens d'alerte et d'extinction,
- Disposer de moyens d'extinction propres pour chaque lieu de travail. Au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié aux risques.
- Afficher un exemplaire du permis feu sur les lieux de travaux.
- Vérifier que le matériel de soudage, découpage, meulage, etc. est en parfait état de fonctionnement.
- S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour.
- Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre.
- Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer les projections incandescentes à l'aide de matériaux incombustibles.
- Ecarter les matériaux combustibles (10 mètres voire davantage selon contexte) autour du lieu des travaux par points chauds.
- Protéger les parties exposées par les plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent.
- Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux :

- Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau.
- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Refroidir les parties ou objets chauffés s'il y a impossibilité de les déposer sur des supports incombustibles.
- Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

Après l'exécution des travaux :

- Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux,
- Indiquer in-situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes.
- Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles.
- Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

*Feux de chantier :*

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

Tous interv.  
Toutes entrep.

Entrep. concernée  
Toutes entrep.

Durée chantier

20	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b></p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
23	<p><b>Interventions simultanées</b></p> <p><b>Co-activité simultanée ou successive – Mesures générales :</b> La co-activité est dite simultanée lorsque plusieurs entreprises travaillent au même moment dans une même zone, des zones contiguës ou superposées. Elle est dite successive lorsque plusieurs entreprises travaillent successivement sur le chantier et lorsque l'une d'entre elles laisse subsister un risque pour les autres intervenants du chantier.</p> <p>Les risques de co-activité imposent la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la planification des interventions d'entreprises sera organisée de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. Les travaux superposés ainsi que les travaux incompatibles seront interdits.</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, seront autant que possible, préférées à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. La réalisation de ces éléments définitifs sera planifiée et prévue au plus tôt dans le déroulement du chantier afin de pouvoir être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les entreprises exposées (PPSPS - Partie « Risques exportés »).</li> <li>- chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger.</li> </ul> <p>Dans tous les cas chaque entreprise s'assurera de la présence des protections collectives avant toute intervention dans une zone du chantier. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en œuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

62	<p><b>Eviter les travaux superposés :</b> En conformité avec les principes généraux de prévention, la planification des travaux devra être conçue de manière à éviter les co-activités à risques.</p> <p>La co-activité de corps d'état différents ne doit pas amener les équipes à travailler de manière superposées entre (à titre d'exemple) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Lot Gros œuvre et les lots techniques lors des incorporations.</li> <li>- le Lot Etanchéité et le lot Gros-œuvre (finitions).</li> <li>- le Lot Façade et les lots Second-œuvre (accès au bâtiment).</li> <li>- le Lot Menuiseries extérieures ou Serrurerie (pose de gardes corps) et les lots Second œuvre (accès au bâtiment).</li> </ul> <p>Prévoir le décalage des travaux au planning en concertation avec le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ; Condamner la zone visant à supprimer les co-activités.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
74	<p><b>Protection des accès piétons de chantier – travaux en hauteur, travaux sur nacelle ou sur échafaudage :</b> Eviter les travaux superposés. Les accès piétons de chantier seront protégés des risques engendrés par les travaux en hauteur par tout moyen approprié (condamnation de zone à risque, dévoiement des accès, protection par écran, auvent métallique, etc.).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
84	<p><b>Travaux de façade - maintien des protections contre les risques de chute de hauteur :</b> Les travaux de façade nécessitent en général la dépose des gardes corps provisoires de chantier situés sur les balcons.</p> <p>Afin de garantir la continuité des protections collectives sur ces balcons, la pose des gardes corps définitifs est à planifier dans la continuité des travaux de façade (avant dépose de l'échafaudage assurant la protection contre les risques de chute de hauteur) en concertation avec la Maîtrise d'œuvre et le lot Serrurerie.</p> <p>En l'absence des protections définitives, prévoir le maintien des protections collectives de chantier sur balcons (et autre points singulier nécessitant la protection du personnel contre les chutes de hauteur).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

89	<p><b>Mur, poteau, plancher, etc. :</b> Toutes les parties de l'ouvrage ne présentant pas des garanties suffisantes de solidité et de stabilité au regard des contraintes qu'elles subiront du fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des travaux,</li> <li>- des contraintes de site (circulations au voisinage de l'ouvrage, circulation d'engins sur l'ouvrage, etc.),</li> <li>- des risques d'intempéries (dont effet de site),</li> </ul> <p>seront confortées et/ou étayées en conséquence.</p> <p>Tenir à disposition sur le chantier les pièces justifiant les moyens d'étalement mis en place (notes de calcul, plans) ainsi que les modes opératoires mis en œuvre. Tenir à disposition sur le chantier les pièces justifiant les modes opératoires utilisés lors des travaux de précontrainte.</p> <p>Désigner une personne compétente chargée de contrôler la mise en œuvre et le respect des mesures de prévention des risques liés aux travaux de confortement, de butonnage, etc. Mentionner les noms et qualité de cette personne dans le PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
94	<p><b>Co-activité et environnement - Reconnaissance des réseaux :</b> Il convient à l'entreprise de se rapprocher de l'exploitant en remplissant un imprimé de Déclaration d'intention de commencement de travaux.</p> <p>Réseau électrique : Lorsque la mise hors tension n'est pas possible, le chef d'entreprise doit s'assurer que la réalisation du chantier n'amènera pas les salariés eux-mêmes ou les objets qu'ils utilisent (appareils de levage, échafaudages, pièces métalliques, etc.) à s'approcher d'une distance inférieure à 3m si la tension est &lt; à 50.000V, à 5m si la tension est supérieure à 50.000V, à 1,5m pour les lignes enterrées avec des engins mécaniques.</p> <p>Il convient dans certains cas de mettre en place des moyens complémentaires (tels que barrières, portique, écrans de repérage ou gaines isolantes pour la basse tension), de désigner un surveillant de travaux et d'informer le personnel.</p> <p>Réseau gaz : Matérialisation au sol du tracé prévu et des obstacles rencontrés compte tenu des documents transmis par les concessionnaires et des repérages effectués aux moyens de détecteurs appropriés. La surveillance est obligatoire lorsqu'un engin mécanique s'approche à moins de 2m d'une canalisation de gaz basse ou moyenne pression.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
6	<p><b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

21	<b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b>  <b>Port du casque :</b> Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets, de heurts ou de projections.  Travaux de gros œuvre (levage d'éléments, travaux à l'aplomb de circulation de personnel, etc.), port du casque obligatoire notamment pour les lots réalisant les incorporations.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
61	<b>Risques de chute de hauteur – EPI :</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise.  Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle, l'utilisateur doit être formé à l'usage de cet EPI. Il ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé. En outre, l'employeur doit préciser dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de son utilisation.  <b>Protections collectives en rives de toiture, travaux ponctuels en toiture - risques important de chute de hauteur :</b> Prévoir l'installation de protections collectives en rives de toiture en leur donnant la priorité sur les protections individuelles. Port des EPI contre les risques de chute de hauteur par du personnel formé aux travaux en hauteur.	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
7	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<b>Armatures en attente</b>  <b>Protection des aciers en attente :</b> Dans le respect des règles du béton armé, prévoir des formes d'armatures inoffensives (façonnage en «U» inversé, aciers crossés...), et à défaut, les protégées avant bétonnage par des dispositifs ajoutés appropriés (capots, gouttières de sécurité en PVC, etc.).	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
60	<b>Protection des tubes en attente (locaux sanitaires, etc.) :</b> Au même titre que les aciers en attente, les tubes de cuivre en attente constituent un risque d'empalement pour les différents personnels appelés à intervenir après le lot plomberie. Ces tubes doivent être crossés ou protégés par des dispositifs ajoutés appropriés (capots, etc.).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

72	<b>Protection des aciers faisant offices de tuteurs des arrivées de gaines électriques (incorporations) :</b> Prévoir des formes d'armatures inoffensives (façonnage en «U» inversé, aciers crossés...), et à défaut, les protégées avant bétonnage par des dispositifs ajoutés appropriés (capots, gouttières de sécurité en PVC, etc.) jusqu'à leurs dissimulations dans les cloisons du plâtrier.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
82	<b>Protection des piquets de prise de cotes (Voiries, TP) :</b> Prévoir la protection des piquets d'alignement métalliques pour éviter tous risques d'empalement.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
19	<b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b> Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle : - de terre rapportée sur la zone de ses travaux - de réseaux ou canalisations enterrés - des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée chantier
46	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b> <b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <b>En cas d'impossibilité :</b> - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source.	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
56	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b>  <b>Matérialisation des zones dangereuses</b> Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• panneaux attention DANGER de MORT</li> <li>• panneaux attention COURANT ELECTRIQUE</li> <li>• panneaux attention DANGER ZONE CHANTIER ACCES INTERDIT</li> <li>• panneaux attention DANGER LEVAGE EN COURS</li> <li>• panneaux attention DANGER RISQUE DE CHUTE</li> <li>• panneaux attention DANGER ZONE A RISQUE</li> <li>• panneaux attention TREMIES</li> <li>• panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS</li> <li>• protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques.</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
13	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b> Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
28	<b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b> <b>CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT GRAVE</b> 1 – PROTEGER • Eviter le sur-accident. • Rechercher les risques persistants pour protéger. • Faire cesser le risque. • Sinon, retrait de la zone dangereuse. • Baliser la zone dangereuse. 2 – ALERTER • Le (les) secouriste(s) du chantier (liste en PPSPS /Affichée en bureau de chantier). • Après bilan du secouriste du travail, ou en l'absence de secouriste du travail, donner l'alerte aux services de secours extérieurs. • Téléphonez au : - depuis un portable 112 - depuis un poste fixe : pompiers : 18 - SAMU 15 - POLICE 17 et dites : 1 - ICI CHANTIER : ESAT SEVE - Route de Villecontal - 12740 SEBAZAC 2 - PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT (éboulement, chute, électrisation, etc.) 3 - PRECISEZ LA POSITION DU BLESSE (le blessé est sur le toit, au sol ou dans une fouille, etc.) 4 - SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT (saignent-ils ?, parlent-ils ?, ventilent-ils ?) 5 - FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS (par exemple l'entrée principale) Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours. 6 - NE PAS RACCROCHER LE PREMIER 3 - PREVENIR LORSQUE LE BLESSE EST EVACUE L'entreprise concernée. L'Inspection du Travail. CRAM Service Prévention. OPPBTP Médecine du travail. Le Coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

63	<p><b>Sauveteurs Secouristes du Travail - Formation du personnel, objectif :</b> Compte tenu qu'entre le moment où se produit un accident et celui où les secours extérieurs arrivent, de nombreuses minutes peuvent s'écouler, il est important que des salariés de l'entreprise aient reçu une formation aux premiers secours afin de protéger, d'alerter, de secourir.</p> <p>Matériels de secours :</p> <p>Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier régulièrement et éventuellement à compléter). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.</p> <p><b>La présence de secouristes est obligatoire, selon l'article R. 4224-15 du Code du travail :</b> - dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, - dans chaque chantier occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux.</p> <p>Affecter sur le site des sauveteurs secouristes en nombre suffisant (au moins un par équipe de travail) de manière à ce qu'aucune zone du chantier n'en soit dépourvu et qu'il y en ait au moins un pour 20 salariés présent dans chaque zone. Fournir à chacun de ces SST le matériel pour les soins de première urgence défini en collaboration avec votre médecin du travail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
75	<p><b>Téléphone de secours :</b></p> <p>Ce Poste devra être accessible en permanence par tout intervenant sur le chantier. Sur le plan strict de la sécurité l'utilisation de ce poste pourra être limitée à l'appel des seuls numéros d'urgence pour éviter tout abus d'utilisation. L'affiche "Appel en cas d'Urgence" sera apposer à proximité immédiate du poste.</p> <p>Cette disposition ne retire pas aux entreprises l'organisation des secours dont elles sont coutumières, avec notamment la dotation au chef de chantier ou responsable d'équipe d'un téléphone portable en parfait état de marche présent en permanence sur les lieux des travaux.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
85	<p><b>Accès des secours sur chantier :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention des secours et pour diminuer le délai de leur intervention.</p> <p>Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation directionnelle pour les secours. Le chantier doit être clairement identifié et ses accès par les secours doivent être repérés et balisés.</p> <p>S'il y a lieu, des accès au chantier et des voies de circulation dégagés en permanence et parfaitement circulables doivent être réservés aux secours.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

90	<p><b>Milieu confiné :</b> Moyens de premiers secours, moyens de préventions collectives et individuelles contre les nuisances pour les travaux en milieu confiné à décrire dans le PPSPS. Exemples de nuisances : poussières, bruit, chaleur, manque d'oxygène, risques électriques, etc.</p> <p>Exemples de moyens propres aux travaux en milieux exigü :  - Equipements de protections collectives (détecteurs d'atmosphère, appareils d'apport d'air neuf, équipements de manutention, installations électriques conformes aux règles techniques applicables...).</p> <p>- EPI (vêtements de travail adapté, détecteur d'atmosphère, appareil respiratoire isolant, moyens de communication entre les intervenants...), et également éclairage fixe ou portatif, éclairage de secours, trousse de secours, balisage de la zone, protections antichute, moyens d'accès, etc.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
93	<p><b>Risques climatiques :</b>  L'entreprise devra tenir compte des conditions climatiques au moment de l'exécution des travaux et mettre en œuvre des moyens de prévention adaptés en conséquence.</p> <p>L'entreprise aura la responsabilité de faire arrêter les postes de travail et/ou les travaux lorsque les conditions climatiques présentent des risques de nature à nuire à l'intégrité physique du personnel.</p> <p>L'entreprise doit le chauffage et le préchauffage nécessaire au chantier pour la bonne marche et le respect des délais contractuels mais également pour assurer aux personnes intervenantes des conditions normales d'hygiène.</p> <p>Abonnement à Météo France : Souscrire un abonnement à Météo France pour la zone du chantier et afficher les prévisions chaque jour sur le panneau d'information du chantier.</p> <p>Fortes chaleur :  Nous rappelons qu'à l'approche des périodes de fortes chaleurs, l'entreprise doit mettre en place des mesures de prévention pour assurer la sécurité et l'hygiène de son personnel telles que :  - Travailler de préférence aux heures les moins chaudes.  - Penser à éliminer toute source additionnelle de chaleur (couper le matériel à moteur thermique lorsqu'il n'est pas utilisé...).</p> <p>- Eviter le travail isolé et privilégier le travail en équipe permettant une surveillance mutuelle des salariés.  - Interdire formellement aux salariés de travailler en short ou torse nu, se protéger la tête.  - Fournir au personnel de l'eau en bouteille.  - Installer sur chantier un système de fontaine à eau.  - Renforcer la ventilation voire climatiser les installations de chantier.  - Informer les salariés des risques liés à la chaleur et des mesures de premiers secours.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>PPSPS</b>			
10	Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
	<b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b>			
51	Faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
	<b>PPSPS des sous-traitants</b>			
45	Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
	<b>INSPECTION COMMUNE</b>			
42	Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier. En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	FONDATION OPTEO 9 AVENUE ST MAYME 12850 ONET LE CHATEAU France		0565772240 siege.social@fondationopteo.fr
Maître d'ouvrage personne physique	FONDATION OPTEO 9 AVENUE ST MAYME 12850 ONET LE CHATEAU CEDEX France	M. DELCLAUX Nicolas	0565772240 0565772241 nicolas.delclaux@fondationopteo.fr
Architecte	HBM ARCHITECTES 37 rue beteille 12000 RODEZ France		0565686400 0565680400 hbm.arc@hbmarchitectes.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - RODEZ 22 BOULEVARD DU 122EME RI 12000 RODEZ France	M. JURADO JEAN CHRISTOPHE	0565780465 0619821404 jean-christophe.jurado@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - RODEZ 22 BOULEVARD DU 122EME RI 12000 RODEZ France	M. JURADO JEAN CHRISTOPHE	0565780465 0619821404 jean-christophe.jurado@apave.com

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETSPP AVEYRON 12 9 rue de bruxelles 12000 RODEZ France		0565755930 0565755939 oc-ud12.uc1@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT MIDI-PYRÉNÉES 2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE CEDEX 9 France	Mme SECRÉTARIAT	0971103960 prevention@carsat-mp.fr
OPPBTP	OPPBTP 31 AGENCE MIDI- PYRÉNÉES Les bureaux de la Cépière - Bât. C 3 chemin du Pigeonnier de la Cépière BP 53645 31036 TOULOUSE CEDEX 1 France	Mme SECRÉTARIAT	0561445262 0561761327 midipyrenees@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	CHAUFFERIE BOIS	<i>Non désigné</i>							
03	SERRURERIE METALLERIE	<i>Non désigné</i>							
04	ETANCHEITE ISOLATION	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

## 7.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

Permis\_Feu OPPBTP

# PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

**L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.**

## MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

### CONSIGNES PARTICULIÈRES

*résultant du type d'exploitation de l'établissement*

Représenté par

Document(s) joints(s): ☐ Autres :

Fonction

☐ Consignes de sécurité incendie

Surveillant des travaux

☐ Plan d'évacuation incendie

Fonction

## ENTREPRISE INTERVENANTE

### RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### INTERVENTION

Raison sociale

Localisation des travaux

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

## CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Fait Sans  
objet

Fait Sans  
objet

### AVANT LES TRAVAUX

**S'assurer** que le matériel utilisé est en parfait état.

☐ ☐

**Éloigner, couvrir et protéger** les installations à l'aide de moyens appropriés.

☐ ☐

**S'assurer** du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.

☐ ☐

**S'assurer** que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.

☐ ☐

**S'assurer** que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.

☐ ☐

**S'assurer** que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.

☐ ☐

**S'assurer** que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.

☐ ☐

Autres prescriptions :

### PENDANT LES TRAVAUX

**Surveiller** les projections incandescentes et leurs points de chute.

☐ ☐

**Veiller** à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

☐ ☐

Autres prescriptions :

### APRÈS LES TRAVAUX

**S'assurer** que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.

☐ ☐

**Inspecter** le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.

☐ ☐

**Effectuer** des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.

☐ ☐

Autres prescriptions :

## CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :

Moyens de première intervention :

Numéro d'appel en cas d'urgence :

### Le représentant du maître d'ouvrage

Date

Signature

### Le représentant de l'entreprise intervenante

Date

Signature